

Pierre ROSSET  
1665 route de Montaugier  
73290 La Motte Servolex  
Tél. 06 83 83 47 05  
Ref. Cipav :  
CI20018346252300

**Tribunal des Affaires de la Sécurité  
Sociale de la Savoie  
14 faubourg Reclus  
73000 CHAMBÉRY**

Lettre recommandée AR

*La Motte Servolex, le 23 septembre 2016*

Madame, Monsieur,

Suite à un contentieux avec la CIPAV dont vous trouverez le détail dans les pièces jointes à ce courrier, j'avais engagé une démarche auprès de la Commission de recours amiable qui a rejeté ma demande.

Suivant les avis de mon conseiller juridique et ceux des avocats défenseurs des adhérents (et victimes) de la Cipav (cf. le site [www.cipav.info](http://www.cipav.info)), j'ai donc décidé de suivre la procédure conseillée et de contester cette décision par la présente, auprès du Tribunal des Affaires de la Sécurité Sociale de la Savoie.

Vous voudrez bien trouver ci-joint copies des différents courriers et courriel relatifs à cette affaire. Vous noterez que le nom de mon associé apparaît également sur ceux-ci car, jusqu'à la présente étape où le recours est individuel, nous avons mené une action conjointe puisque nous sommes dans le même cas.

Mes conseillers et moi-même estimons que les arguments évoqués dans le courrier de la Cipav pour justifier le rejet de ma démarche ne répondent pas à la question de base et relèvent plutôt du truisme que de l'argumentation. La lettre reçue synthétise bien le style de dialogue à sens unique auquel les adhérents sont habitués (quand on parvient à joindre quelqu'un) lors de problèmes rencontrés avec la Cipav (passage obligé pour de nombreuses professions), et ils sont légion.

Comme je l'indique dans mon courrier, nous n'avons aucune trace du document évoqué et nous avons simplement payé les cotisations lors de l'appel de fond, comme nous le faisons pour l'ensemble des charges d'une entreprise (Urssaf, mutuelle, impôts...) ; entreprise naissante en 2001, sans grande expérience de gestion, nous confiions à l'époque l'ensemble de nos courriers à notre cabinet comptable qui se chargeait de nous transmettre les montants et échéances afin que nous les réglions dans les délais.

Pour conclure, je rappelle également dans mes différents courriers auprès de la Cipav mon cas particulier : en effet, comptabilisant 7 trimestres avant 20 ans, je peux bénéficier d'une retraite à 60 ans sauf que, précisément, ce sont les 3 trimestres faisant l'objet du litige avec la Cipav qui m'empêcheraient de faire valoir mes droits à cet âge. Avec, de plus, l'impossibilité dans ce cas de les racheter.

Dans l'attente de la suite de la procédure engagée par la présente, veuillez agréer, Madame, Monsieur, mes respectueuses salutations.

Pierre ROSSET